



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MAYENNE

Direction départementale
des Territoires

DÉPARTEMENT
DE LA MAYENNE

Laval, le - 9 MARS 2016



Service
Eau et Biodiversité
Unité
Milieux Aquatiques

16 MARS 2016

Le directeur départemental des Territoires

COURRIER ARRIVÉ - DRB/DR/ATDQ

DÉPARTEMENT
DE LA MAYENNE

11 MARS 2016

Monsieur le président
Conseil départemental de la Mayenne
Direction des routes et des bâtiments
Agence technique départementale centre
86 rue du Pressoir Salé
53000 Laval

COURRIER ARRIVÉ - DRB

Référence : 53-2016-00055

Affaire suivie par : Jean-Pierre Roche / IL

Mel : jean-pierre.roche@mayenne.gouv.fr

Tél. 02-43-49-67-65- Fax : 02-43-56-98-84

Objet : Travaux de restauration et de création d'ouvrages de franchissement au lieudit "la Poterie" sur les communes de Bais et Sainte Gemmes le Robert

Monsieur le président,

Je vous prie de trouver ci-joint le récépissé de déclaration concernant votre demande de travaux visant à restaurer et allonger un ouvrage de franchissement existant du ruisseau de Villiers et en amont, à créer un nouvel ouvrage de franchissement, au lieudit "la Poterie" en limite des communes de Bais et Sainte Gemmes le Robert.

J'attire votre attention sur le fait que la présente décision ne préjuge en rien de l'existence éventuelle d'autres réglementations en vigueur auxquelles votre projet pourrait être soumis (code de l'urbanisme, servitudes...). Je vous invite donc à vous rendre en mairie afin de vous assurer qu'aucune disposition réglementaire ne s'oppose à votre projet.

Conformément à l'article R. 214-37 du code de l'environnement, ce récépissé de déclaration sera affiché en mairie des communes de Bais et Sainte Gemmes le Robert durant un mois et mis à disposition du public sur le site Internet de l'Etat, pendant six mois au moins.

L'opération devra être réalisée dans le respect des prescriptions générales des arrêtés ministériels des 28 novembre 2007 et 13 février 2002 dont vous trouverez une copie ci-jointe. Au moins 15 jours avant le début des travaux, vous voudrez bien m'aviser, ainsi que l'ONEMA (02.43.02.97.70), des dates prévues de début et de fin de chantier.

Dès l'achèvement de l'opération, je vous demande de bien vouloir me retourner complété, le compte rendu de travaux ci-joint.

PJ : - Récépissé de déclaration et copie des arrêtés ministériels du 28 novembre 2007 et du 13 février 2002

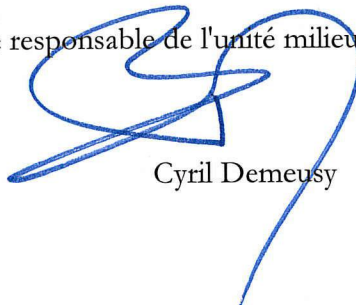
- Compte rendu de travaux

Copie à : ONEMA (office de l'eau et des milieux aquatiques), 26 rue Lamartine, 53940 Saint Berthevin

Par ailleurs, en aval de l'ouvrage de franchissement de la RD 20, le plan des travaux transmis montre qu'un busage de franchissement agricole d'un fossé ainsi que son curage sur une longueur de 80 m sont prévus. Je vous informe que ces opérations effectuées sur un fossé ne sont pas soumises à une procédure loi sur l'eau.

Je vous prie d'agréer, monsieur le président, l'expression de ma considération distinguée.

Le responsable de l'unité milieux aquatiques

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'C' followed by a horizontal stroke and a vertical line extending downwards.

Cyril Demeusy



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MAYENNE

Direction départementale
des Territoires

Service
Eau et Biodiversité
Unité
Milieux Aquatiques

RECEPISSE DE DECLARATION

**Concernant la restauration et l'allongement
d'un ouvrage de franchissement existant d'un
affluent du ruisseau de Villiers ainsi que la
création, en amont, d'un nouvel ouvrage de
franchissement dans le cadre de la sécurisation
de la RD 20 au lieudit "la Poterie" sur les
communes de Bais et Sainte Gemmes le Robert**

Dossier n° 53-2016-00055

**Le préfet de la Mayenne,
chevalier de la Légion d'honneur,**

Vu le code de l'environnement, et notamment pour la partie législative, les articles L. 214-1 à L. 214-6 et L. 216-1 à L. 216-13, et pour la partie réglementaire, les articles R. 214-1 et R. 214-32 à R. 214-56,

Vu l'arrêté ministériel du 13 février 2002 modifié, fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.3.0 (2^o) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté ministériel du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2^o) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté du 18 novembre 2015 du préfet de la région Centre – Val de Loire, coordonnateur du bassin Loire-Bretagne, approuvant le S.D.A.G.E. (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) du bassin Loire-Bretagne,

Vu l'arrêté inter-préfectoral du 10 décembre 2014 portant approbation de la révision du SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) du bassin versant de la Mayenne,

Vu le dossier de déclaration enregistré sous le n° 53-2016-00055, déposé en date du 17 février 2016 par le Conseil départemental de la Mayenne, concernant la réalisation de travaux de restauration avec allongement d'un ouvrage de franchissement existant ainsi que la création d'un nouvel ouvrage de franchissement dans le cadre du renforcement de la sécurisation de la RD 20 au lieudit "la Poterie" sur les communes de Bais et Sainte Gemmes le Robert,

Considérant que l'opération dont il s'agit est définie dans la nomenclature des opérations soumises à la procédure de déclaration, en application des dispositions de l'article L. 214-1 du code de l'environnement, et sous les rubriques :

Rubrique	Désignation	Projet	Régime
3.1.2.0.	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : - sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m.	Allongement du busage existant de 9 m portant la longueur totale de l'ouvrage à 24 m et création d'un nouveau busage de 6 m	D
3.1.3.0.	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau : - sur une longueur supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m.	Busage de cours d'eau sur une longueur cumulée de 30 m	D

Donne récépissé de ladite déclaration à :

Conseil départemental de la Mayenne, Direction des Routes et des Bâtiments
Agence technique départementale centre, 86 rue du Pressoir Salé, 53000 Laval

qui doit se conformer strictement aux prescriptions générales fixées par les arrêtés ministériels du 13 février 2002 et du 28 novembre 2007.

Le déclarant est tenu de respecter les dispositions et engagements annoncés dans son dossier de déclaration, notamment :

- situation : parcelle(s) cadastrée(s) n° 216 section C de la commune de Sainte Gemmes le Robert et n° 1 section B de la commune de Bais, lieudit "la Poterie", RD 20, affluent du ruisseau de Villiers,

- nature des travaux :

- retrait de l'ouvrage existant d'une longueur de 15 m,
- mise en place d'un ouvrage de franchissement avec buses de diamètre 600 mm sur une longueur de 24 m,
- à l'amont, création d'un ouvrage de franchissement avec buses de diamètre 300 mm sur une longueur de 6 m, pour assurer le franchissement d'un chemin d'accès agricole et l'écrêtement des eaux pluviales dans le bassin amont.

Dispositions techniques

- Les buses sont enterrées sous le lit mineur, d'amont en aval, en suivant la pente naturelle du cours d'eau.
- Les travaux sont réalisés en période de basses eaux.
- Les hauteurs d'eau et vitesses d'écoulement résultant de ces travaux doivent être compatibles avec la capacité de nage des espèces présentes afin de ne pas constituer un obstacle à la continuité écologique.
- Le reprofilage du lit mineur est réalisé en maintenant ou rétablissant le lit mineur d'étiage ; il doit conserver la diversité d'écoulements.
- Le raccordement entre l'ouvrage et le lit aval est, si nécessaire, stabilisé par l'aménagement d'un dispositif de dissipation d'énergie en sortie d'ouvrage pour contenir les risques d'érosion progressive.

- Le déclarant doit prendre toutes les précautions nécessaires afin de prévenir les pollutions accidentelles et les dégradations et désordres éventuels que les travaux ou l'ouvrage pourraient occasionner, au cours des travaux ainsi qu'après leur réalisation.
- Les travaux, situés en secteur de 1ère catégorie piscicole qui héberge essentiellement des salmonidés telle que la truite, sont interdits pendant la période de reproduction de ces espèces comprise entre le 1^{er} décembre et le 31 mars afin que les frayères ne soient pas colmatées par les matières en suspension.
- Le déclarant est tenu à l'entretien régulier de ses ouvrages et installations.

Dispositions générales

- La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la demande de déclaration, doit faire l'objet d'une déclaration par l'exploitant ou à défaut par le propriétaire auprès du préfet dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation.
- Toute modification qui serait apportée aux travaux, ouvrages ou installations doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.
- L'administration se réserve le droit de prescrire, ultérieurement, toutes mesures qu'elle juge nécessaires dans l'intérêt de la gestion équilibrée de la ressource en eau.
- Le déclarant est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir en matière de police des eaux : bon écoulement des eaux, salubrité publique, répartition des eaux, compatibilité avec les différents usages du cours d'eau, bon fonctionnement des dispositifs destinés à la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques ainsi que ceux destinés à la surveillance et à l'évaluation des prélèvements et déversements.
- Le déclarant ne doit en aucun cas dépasser les seuils de déclaration ou d'autorisation des autres rubriques de la nomenclature sans en avoir fait au préalable la déclaration ou la demande d'autorisation et avoir obtenu le récépissé de déclaration ou l'autorisation.
- En cas de changement de propriétaire, le nouveau bénéficiaire doit faire une déclaration de changement au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge des travaux et ouvrages.
- Les travaux ne doivent pas entraver l'accès et la continuité de circulation sur les berges, en toute sécurité et en tout temps aux agents habilités à la recherche et la constatation des infractions en application de l'article L.216-3 du code de l'environnement, ainsi qu'aux agents chargés de l'entretien.
- Les droits des tiers sont, et demeurent, réservés.
- Le service de la direction départementale des territoires chargé de la police de l'eau et l'ONEMA (office national de l'eau et des milieux aquatiques) sont obligatoirement prévenus de la date de début des travaux au moins 15 jours avant, ainsi que de la date de leur achèvement.
- En cas d'incident ou d'accident notable intéressant l'opération, l'administration doit en être informée.
- L'inobservation des dispositions du présent récépissé peut entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du code de l'environnement.
- La durée de validité du présent récépissé est de trois ans. Si l'installation n'a pas été mise en service, l'ouvrage n'a pas été construit ou le travail n'a pas été exécuté ou bien l'activité n'a pas été exercée dans ce délai, un nouveau dossier de déclaration doit être déposé.

- Un exemplaire du présent récépissé est affiché pendant une durée d'un mois en mairie du lieu de réalisation des travaux, est mis à disposition du public sur le site Internet de l'Etat durant une période d'au moins six mois et est transmis au président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE concerné.

Laval, le - 9 MARS 2016

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des territoires
et par subdélégation,
Le responsable de l'unité milieux aquatiques



Cyril Demeusy

Délais et voies de recours :

- La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande.
- La présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours contentieux est de deux mois pour le demandeur et commence à courir à compter de la notification de la présente décision. Pour les tiers, le délai de recours contentieux est de un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.